

La convergence de l'action publique au service du développement humain

M. Abdellatif BENNANI, Directeur du Budget -Ministère des Finances et de la Privatisation-

I.

Contexte

II.

Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

III.

Principaux constats tirés de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté

IV.

Propositions pour renforcer la convergence des actions de développement humain

I. Contexte

Dynamique de réforme favorisant la croissance économique et le développement social

■ Modernisation de l'environnement général du pays

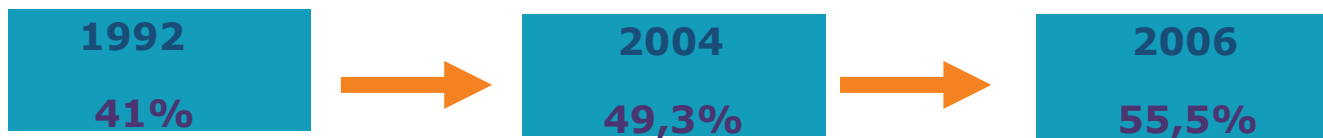
- Consolidation de la Bonne Gouvernance;
- Libéralisation de l'économie;
- Ouverture du secteur public.

■ Dynamisation des secteurs productifs

- Promotion du tourisme;
- Nouvelle stratégie industrielle;
- Lancement de grands projets structurants.

■ Renforcement de la cohésion sociale

- Promotion des secteurs sociaux:



- Lancement de l'INDH

■ Maintien de la stabilité du cadre macro-économique

- Dynamisation de la croissance: 4,2 % en moyenne (2001-2005);
- Maîtrise du déficit budgétaire: 3,3 % du PIB en moyenne(2001-2005).

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

1. Education et Formation

- Généralisation de la scolarisation et amélioration progressive de la qualité de l'enseignement:

	2001	2005	2006
Taux de scolarisation (6 ans)	78%	88%	90%
Taux d'analphabétisme	48%	42%	41%
Nombre de classes	118.596	131.666	134.936

2. Santé

- Amélioration de la couverture médicale: **AMO, RAMED et couverture des indépendants et des professions libérales.**

	2005	2006	2009
	17%	34%	80%

- Développement des programmes prioritaires de santé publique, de prévention et de lutte contre les maladies

- Elargissement de l'offre de soins de santé en faveur des populations

	1997	2005
habitants / médecin	2.512	1.766
Habitants / établissement de soins de santé de base	13.793	11.895

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

3. Appui à l'habitat social

- Résorber le déficit en logements en milieu urbain, éradiquer les bidonvilles et lutter contre l'habitat non réglementaire.
- ➔ Programme « villes sans bidonvilles » (2004-2010):
 - ◆ **Coût : 20,4 MMDH pour 270.000 ménages bénéficiaires ;**
 - ◆ **Nombre de villes concernées : 82 dont 52 opérations lancées.**

4. Emploi

- Création de **200.000 emplois** entre 2006 et 2008 pour un financement global de **2 MMDH** :
 - ◆ Programme **MOUKAWALATI**: incitation des jeunes à créer leur propre entreprise par la prise en charge de 25.000 DH par personne (création de 30.000 TPE);
 - ◆ Programme **TAEHIL**: prise en charge de 10.000 DH par stagiaire dans le cadre du programme formation-insertion (50.000 bénéficiaires);
 - ◆ Programme **IDMAJ** : encouragement des entreprises à recruter à travers le relèvement du seuil d'exonération de l'IGR de 4.500 DH à 6.000 DH (120.000 postes d'emploi).

5. Programme national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées

- Atteindre un taux de raccordement au réseau d'assainissement de 80 % et réduire la pollution de 60 % à l'horizon, 2015.
 - ◆ **Réalisation, à partir de 2006, de 2300 Km de réseaux et 260 stations d'épuration.**
 - ◆ **Financement (2006-2008) : 4,8 MMDH**

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

6. Elargissement de l'accès du monde rural aux équipements de base

	Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales	Programme d'électrification rurale globale	Programme national de construction des routes rurales
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Desserte à l'horizon 2007 de 31.000 localités (11 millions d'hab) pour atteindre un taux de 80%. 	<ul style="list-style-type: none"> Electrification à l'horizon 2007, de 34.400 douars (soit 12 millions d'hab) pour atteindre un taux de 98%. 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de 1500 Km/an de routes rurales pour atteindre un taux de desserte de 80% à l'horizon 2015.
Bilan	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'accès en milieu rural: 80% à fin 2006 contre 26% en 1997. 	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'électrification : 89 % à fin 2006 contre 19% en 1995. 	<ul style="list-style-type: none"> 11.000 km à fin 2006 ; Taux de désenclavement de 55% en 2005.
Crédits mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> 2004 : 1.702 MDH 2005 : 1.189 MDH 2006 : 1.789 MDH 	<ul style="list-style-type: none"> 2004 : 1.600 MDH 2005 : 1.900 MDH 2006 : 1.900 MDH 	<ul style="list-style-type: none"> 2004 : 832 MDH 2005 : 1.329 MDH 2006 : 1.344 MDH

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

6. Elargissement de l'accès du monde rural aux équipements de base

	Programme de développement rural intégré	Programme national d'aménagement du littoral
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des conditions de vie des population rurales et particulièrement de la femme rurale. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des conditions de vie et de travail des pêcheurs artisanaux.
Plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'infrastructures socio-économiques; la réhabilitation de périmètres de PMH ; Soutien aux agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de villages de pêcheurs; Réalisation de points de débarquement aménagés.
Crédits mobilisés	<ul style="list-style-type: none"> 2004 : 95 MDH 2005 : 100 MDH 2006 : 194 MDH 	<ul style="list-style-type: none"> 2005 : 153,8 MDH 2006 : 60,6 MDH

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

7. Dynamisation des instruments de l'action sociale de proximité

- **Entraide Nationale:** Financement des centres de bienfaisance et amélioration du cadre de gouvernance



- **Agence de développement Social:** participation au financement de **1.366 projets de développement** entre 2001 et 2006 pour un investissement global de **660,2 MDH** dont une contribution de l'ADS de **253 MDH**.

- **Promotion Nationale:** mobilisation de la force de travail en chômage

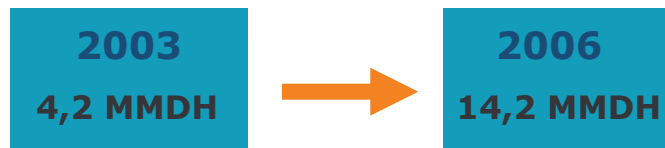


- **Agences Nationales de Promotion des Préfectures et Provinces du Nord, du Sud et de l'Oriental:** émergence d'un développement régional durable (programmes d'investissement annuel : **1,5 MMDH**)

II. Principaux programmes de l'Etat pour lutter contre la pauvreté

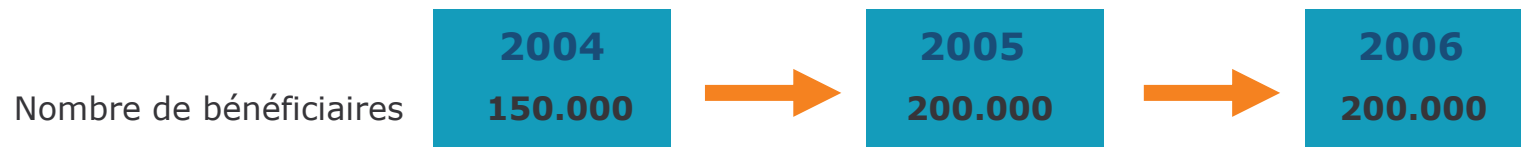
8. Effort soutenu en matière de compensation

- Soutien des prix de vente du sucre, de la farine nationale, du gaz butane et du gasoil :



9. Opération vacances pour tous

- Offrir l'accès aux vacances à un grand nombre d'enfants et de jeunes issus des couches sociales défavorisées :



10. Appui aux associations oeuvrant dans le domaine social

- Appui renforcé aux ONG oeuvrant dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la promotion des droits de l'enfant et du soutien aux personnes en situation difficile:



III.

Principaux constats tirés de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté



Amélioration des indicateurs sociaux



Mais persistance de déficits importants

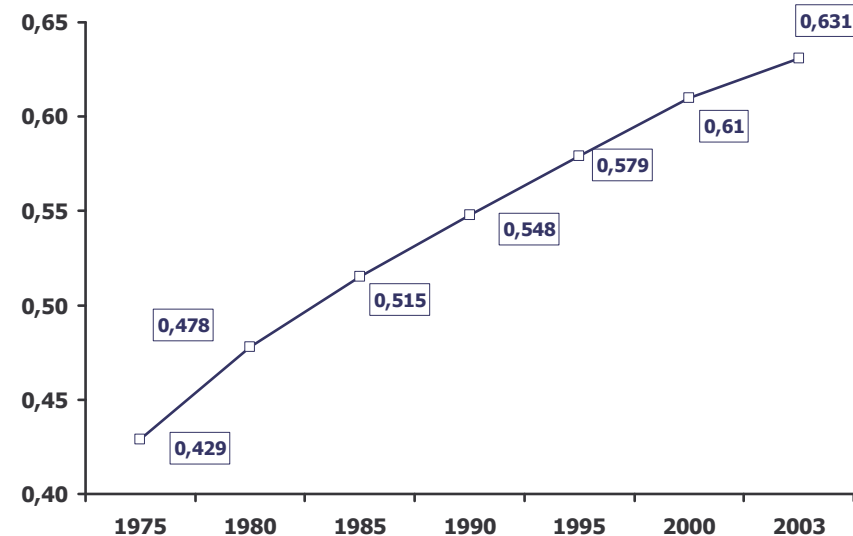
Niveau de pauvreté préoccupant

- 14,2% en moyenne nationale ;
- 22% en milieu rural ;
- 7,9% en milieu urbain.

Une pauvreté essentiellement rurale

74,5% de la population pauvre se concentre dans les campagnes

Évolution de l'IDH national entre 1975 et 2003



III.

Principaux constats tirés de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté

- **Faiblesse des mécanismes de coordination dans l'exécution des politiques publiques aux niveaux central et local :**
 - ➔ Multiplicité des intervenants et des approches assortie d'une vision sectorielle ;
 - ➔ Faible synergie des moyens humains et financiers.
- **Forte centralisation de la gestion des programmes à caractère social :**
 - ➔ Forte altération de l'efficacité de ces programmes aux plans de la conception et de la mise en œuvre, et une gestion ne répondant pas suffisamment aux impératifs de proximité.
- **Ciblage inapproprié des populations bénéficiaires des programmes sociaux** en l'absence d'une approche méthodologique pertinente basée sur des critères explicites et des données fiables ;
- **Absence d'instruments pertinents de suivi-évaluation et de mesure des impacts des politiques et programmes publics dédiés à la lutte contre la pauvreté.**



Nécessité d'adopter une politique sociale intégrée au service du développement humain

IV.

Propositions pour renforcer la convergence des actions de développement humain

Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du 18 mai 2005

(..) Nous estimons que le développement efficace et durable ne peut se concrétiser que par le biais de **politiques publiques intégrées**, s'inscrivant dans le cadre d'une **entreprise cohérente**, d'un **projet global** et d'une **forte mobilisation** tous azimuts, où les dimensions politique, sociale, économique, éducationnelle, culturelle et écologique, se conjuguent et se complètent.



**Nécessité d'une convergence
de l'ensemble des interventions à caractère social
autour de la vision et de la démarche de l'INDH**

IV.

Propositions pour renforcer la convergence des actions de développement humain

Principes de convergence

- **Intégration, mise en cohérence et synchronisation des différents programmes à caractère social au regard d'objectifs partagés ;**
- **Mobilisation de l'ensemble des acteurs autour d'une approche territoriale, participative, intersectorielle et multipartenariale ;**
- **Ciblage des mêmes espaces d'intervention retenus en priorité dans le cadre de l'INDH.**

Résultats attendus

- **Accroître l'efficacité et les impacts de l'action publique en optimisant et mutualisant les ressources mobilisés à cet effet ;**
- **Consacrer l'ancrage territorial des programmes de développement social pour une prise en compte effective des besoins des populations et une responsabilisation accrue des acteurs locaux.**

IV.

Propositions pour renforcer la convergence des actions de développement humain

Cette vision implique

- **Adoption d'une politique de développement social globale, cohérente de proximité et participative fondée sur une stratégie d'aménagement du territoire et sur la solidarité interrégionale ;**
- **Approfondissement du processus de déconcentration par le renforcement du rôle des représentants territoriaux de l'Etat ;**
- **Recours au partenariat et à la contractualisation pour la mutualisation des moyens ;**

IV.

Propositions pour renforcer la convergence des actions de développement humain

Cette vision implique

- **Institution d'une bonne gouvernance budgétaire et financière basée sur l'adoption d'une programmation stratégique pluriannuelle sectorielle (CDMT) ;**
- **Généralisation de la gestion budgétaire axée sur les résultats et la performance assortie du développement de systèmes d'information, d'évaluation et d'indicateurs de résultats ;**
- **Renforcement des capacités des différents acteurs locaux ;**
- **Mise en place de l'Observatoire de l'INDH pour l'évaluation de l'impact des actions en matière de développement social.**

CONCLUSION

Un modèle de convergence : L'expérience du PAGER

Impacts positifs sur les populations rurales



- Amélioration du taux d'accès de 14 % en 1994 à 73,5 % en juin 2006 ;
- Une dynamique de participation et une gestion communautaire ;
- Réduction des impacts au cours des années de sécheresse ;
- Réduction du temps consacré à la recherche de l'eau de 50 % à 90 % ;
- Amélioration du taux de scolarisation des filles ;
- Emploi : journées de travail
 - 4200 gérants à fin 2007 ;
 - 478 micro-entreprises créées à juin 2006 et 580 créations prévues à fin 2007.